

L'imminente destruction de la France sous l'empire franc-maçon matérialiste

Posted By [John Lloyds](#) On 21 novembre 2010 @ 10:23 In [Axe mondialiste](#) | [Comments Disabled](#)

Par John Lloyds



[1]

« Que vous soyez blanc, jaune ou noir, nos temples vous sont ouverts, à la seule condition toutefois, qu'au dessus de vos croyances et de vos convictions, que nous admettons et que nous respectons, vous partagiez notre croyance millénaire et traditionnelle en l'existence de la perfection ». Ainsi fut présentée la Franc-Maçonnerie par le Grand Maître de la Grande Loge de France en 1959, il y a un demi-siècle (1). Des obédiences qui entendent placer la « perfection » au dessus de toute conviction, et c'est tout à leur honneur, devaient être des parangons de vertu. Les années ont passé depuis cette déclaration, et plus encore depuis la constitution d'Anderson. Ceux qui se situaient « au-dessus de toutes croyances », les frères de ladite Franc-Maçonnerie, ont été tachés par quelques « affaires » ; rien de bien grave, selon eux, quelques moutons noirs, vite écartés ... Mais ces petites taches s'estompent pour devenir insignifiantes derrière ce fond obscur que l'histoire officielle n'a jamais dévoilé. Peut-être même toutes ces petites magouilles fraternelles eurent-elles intérêt à apparaître de temps à autre, pour détourner l'attention, et pour masquer les abysses qui les génèrent ... Chroniques d'un pouvoir sombre qui détruit la France de longue date...

Les 120.000 francs-maçons qui dirigent la France, ou l'architecture administrative selon le compas et l'équerre

« Je sais comment on s'élève dans le monde ; en foulant à chaque marche quelque chose de sacré. » Henry de Montherlant

120.000 maçons, c'est le chiffre avancé par le mensuel « Capital » (1). S'il n'y a pas 120.000 postes clés, il y a 120.000 mailles d'un réseau d'influence qui recouvre l'ensemble du système décisionnaire français. Certes les lois se votent selon un principe législatif sur lequel l'emprise maçonnique n'est pas démontrée, mais leurs applications, leurs non-applications, leurs contournements, leurs interprétations sont, au même titre que les renvois d'ascenseur propriétaires, aux mains de postes clés occupés majoritairement par des maçons aidés de suppôts, maçons également, qui leur déblaient le terrain, au titre de la réciprocité. Un gros et très influent corps électoral dans les municipales, qui nécessite une maintenance quotidienne.

Selon Capital, les loges ont envahi tous les appareils d'état, ministères et administrations, organismes de haute finance, syndicats, enseignement, multinationales ... Aucune décision importante en France ne se prend sans la divine bénédiction, la pression, ou l'influence d'un bienveillant frère. Les fraternelles, ces associations corporatistes indépendantes des conflits d'obédience, érigées pour la ressource du carnet d'adresse, ou les « club 50 », interdits en théorie par le GODF, mais présents dans 45 villes, servant aux petits soins des carrières de l'élite, remplacent avantageusement, par des passe-droits du sceau du grand architecte, les réseaux sociaux populaires. Comme le « Club 50 » de Poitiers, « une trentaine de membres parmi les plus influents de la ville » (2), très actif malgré l'interdiction de façade du Grand Orient.

C'est toute une liste multipolaire de réseaux d'influences que la mensuelle avance, segmentée selon les loges. 50.000 initiés au GODF (hôpitaux, enseignement, syndicats), 40.000 initiés à la GLNF (CCI, CGPME, magistrature), 30.000 à la GLDF (médecins, avocats, pharmaciens, journalistes). A commencer par le glaive et la balance, le ministère le plus sensible, censé donner l'exemple en matière d'indépendance : « 2 fraternelles,

400 membres au dîner du palais à Paris, comprenant juges, procureurs, avocats, comptent les plus prestigieuses superstars du barreau, sans parler de la chancellerie : Jean-Claude Marin, procureur de la république au TGI, Jean-Claude Magendie, premier président de la cour d'appel, Jean-Louis Nadal, procureur à la cour de cassation. Qui n'a pas entendu parler du procureur Montgolfier, ou du juge d'instruction Jean-Paul Renard, à Nice ? A Nancy, c'est à l'abbaye des prémontrés que se tient le dîner mensuel du club 50 local, le cercle Lothaire, et on y trouvait Philippe Vivier, ancien président du tribunal de commerce ». Que de passe-droits, de fonctions incompatibles et d'équations insolubles, imaginables par la simple théorie, au sein d'un tribunal, quand on sait que les frères ont fait vœux d'entraide ...

A Toulouse, ce sont deux anciens présidents de tribunal, Joël Bobin et Joël Fiorenzo, appartenant respectivement au GO et à la GLNF, qui ont été dans l'obligation de démissionner, suite à un scandale judiciaire. Disculpés, ils n'en ont pas moins contribué à renforcer les suspicions sur un malaise persistant : « Le tribunal de commerce de Toulouse n'a pas échappé à la suspicion généralisée qui vise depuis maintenant quelques années la justice commerciale. Même si la démission, lundi 27 mars, de Joël Bobin, président du tribunal de commerce est motivée par une deuxième mise en examen qui n'a aucun rapport direct avec ses fonctions de magistrat consulaire, cet événement accentue le malaise d'une institution dont le fonctionnement est de plus en plus souvent remis en cause. [...] Dans cette institution, où les juges sont des chefs d'entreprises cooptés par leurs pairs, la vie et la mort des entreprises en redressement ou liquidation judiciaires peuvent résulter parfois d'arrangements à la limite de la légalité. Syndics, avocats d'affaires, juges, mandataires... les circuits opaques de la justice commerciale sont régulièrement dénoncés par les petits commerçants et les entrepreneurs qui ne comprennent pas toujours les décisions qui leur sont imposées et dénoncent le « dépeçage » de leurs biens. » (3)

Banques et assurances, qui n'en croquent pas moins, peuvent aussi se vanter d'être aux premières loges, pour faire un jeu de mots malsain : Michel Baroin et Jean-Louis Pétriat (GMF), Charles Mihaud et Michel Sorbier (resp. ex-président du directoire et président de la fédération nationale de la Caisse d'épargne): « Les mutuelles et les banques coopératives, inventions maçonniques, sont presque des chasses gardées, tout comme le secteur du bâtiment » (4). Mais la banque championne toute catégorie dans l'essaimage des frères restera sans conteste le crédit agricole. Que les néophytes se reportent à l'étude de Sophie Coignard qui parle « d'état dans l'état » : « Elle détaille la longue guerre entre maçons et « indépendantistes » qui ravage le Crédit agricole durant les années 1980 : les premiers perdent, de justesse, malgré le soutien du nouveau directeur général, Jean-Paul Huchon. La banque verte multiplie, selon l'auteur, les affaires impliquant des maçons au sein du Crédit agricole : celle de la caisse de l'Yonne, toujours pas jugée, alors que plainte a été déposée contre le directeur en... 1993; celle de la Martinique-Guyane, achevée en mai 2008 par un protocole d'accord alors que son directeur devait 11 millions d'euros à la banque » (5)

Grandes entreprises sont également des chasses gardées, comme le remarque Challenges : « Les voies de certaines nominations sont parfois impénétrables. Le 11 juin, un communiqué révélait le nom du nouveau directeur général délégué d'Eutelsat Communications, premier opérateur européen de services par satellite : Michel de Rosen, HEC et énarque de 58 ans. Une surprise, car deux semaines plus tôt, c'est un autre nom qui circulait, celui de Christian Pinon, polytechnicien de 54 ans, PDG de GlobeCast, filiale de France Télécom. Pourquoi ce revirement ? « Pour le comprendre, il faut être initié, ironise un fin connaisseur du secteur. Michel de Rosen avait la faveur du président d'Eutelsat, Giuliano Berretta, qui n'est pas franc-maçon. Christian Pinon était soutenu par les réseaux maçonniques. Dans la galaxie télécoms-espace, les maçons forment une famille : Marcel Roulet [DG, puis PDG de France Télécom, de 1986 à 1995], le grand-père; Didier Lombard [actuel PDG], le père; Thierry Breton [ex- PDG], le fils; Michel Combes (Vodafone), Jean-Yves Le Gall (Arianespace), Frank Dangeard et Charles Dehelly (tous deux ex-Thomson), les petits-fils. » [...] Un homme d'affaires évoque, lui, les manoeuvres récentes de quelques « initiés » pour trouver un poste à Christian Streiff, sans emploi depuis son départ de Peugeot Citroën : « Serge Michel [82 ans, conseiller discret de patrons du CAC 40] a demandé à Henri Proglia [PDG de Veolia Environnement] de donner un coup de main à Streiff. » Bel exemple de solidarité maçonnique. Hélas, aucun des trois acteurs concernés ne le confirmera. En théorie, selon les grands maîtres des obédiences (fédérations de Loges), unanimes sur cette question, les frères sont tenus de se dévoiler « quand ils le peuvent ». Mais, jusqu'à présent, à l'exception de Patrick Le Lay, l'ancien PDG de TF 1, aucune personnalité du CAC 40 n'a encore osé faire son coming out. Inutile de compter sur les « enfants de la veuve » pour un éventuel outing. Par serment, ils s'interdisent de dévoiler l'appartenance de leurs frères et soeurs » (4)

Les mairies, elles aussi, sont bien fournies en compas et équerres. En 2009, Jean-Marc Ayrault, député-maire PS de Nantes, a tenté de faire passer une subvention municipale de 400.000 euros aux deux loges locales. Le contentement des frères est, semble-t-il, très recherché. La mairie de Lille, du temps de Maurois comptait environ 50 frères. Depuis Martine Aubry, l'effectif s'est étoffé de nombreuses pointures, comme Alain Cacheux, député et vice-président de la communauté urbaine. Lyon, oppidum maçonnique, ne cache même pas l'influence de ses frères dans les affaires municipales : « Gérard Collomb n'a jamais dissimulé son appartenance au Grand-Orient. Mais le sénateur-maire de Lyon a préféré se faire initié à Paris. Nombre de ses adjoints fréquentent, eux, les loges lyonnaises et n'en font pas non plus mystère : Thierry Braillard, Jean-Louis Touraine, Jean-Michel Daclin... Dans le précédent mandat, Yvon Deschamps, grand argentier du PS départemental et alors adjoint aux finances, se montrait actif rue Garibaldi, le siège lyonnais du GO. Il se dit même que M. Deschamps a joué un rôle actif lors de l'élection de Gérard Collomb à la tête de la Communauté urbaine en 2001 en réunissant les frères de certains groupes politiques » (6)

L'exécutif, qui selon Le Monde du 20 octobre 2009, « estime pouvoir décider de tout et tout seul » (7), est un modèle de tour d'ivoire grouillant de frères. Selon Pierre Marion, ancien patron de la DGSE; « Le jeune patron du syndicat de policiers Synergie confie aussi son expérience : « Je reçois beaucoup de lettres marquées des trois points, ou qui se terminent par « fraternellement », et certains me serrent bizarrement la main lorsqu'ils me disent bonjour. » « Les commissaires eux-mêmes ne sont pas en reste [...] puisque, selon les estimations, 1 commissaire sur 4 est franc-maçon. [...] « Tout le monde parle de la proportion de francs-maçons chez les

« commissaires, plaisante l'un d'entre eux. Mais personne ne s'est jamais interrogé sur ce ratio chez les contrôleurs généraux, le grade supérieur. Là, je pense qu'on tourne à plus de 50 %. » (8)

« Une affirmation que tente de relativiser un des plus connus d'entre eux, Alain Bauer, ancien grand maître du Grand Orient et super-conseiller de Nicolas Sarkozy, notamment en matière de sécurité intérieure. En décembre 2007, il déclare à l'auteur : « Ce gouvernement est le plus a-maçonnique qui soit, puisque nous sommes à zéro franc-maçon. Même sous le gouvernement du maréchal Pétain à Vichy, il y en avait, hélas. » » (7). Certes Alain Bauer a parfaitement raison, sauf qu'il omet de préciser qu'il n'y a nul besoin d'être au gouvernement pour être influent, un simple coup de fil maçonnique suffit, par exemple pour la nomination d'un patron d'une grande administration française, comme le rappelle Le Point (9) :

« « Jamais je n'aurais pensé que les francs-maçons étaient aussi puissants ! » Cette réflexion effarée de Jean-Pierre Raffarin vient d'un épisode vécu lorsqu'il était Premier ministre. Il en garde un très mauvais souvenir : la mobilisation fraternelle l'a en effet empêché, malgré tous ses efforts, de nommer à la tête d'EDF, bastion franc-maçon, l'ancien ministre Francis Mer à la place de François Roussely, qui admet être proche des frères pour les avoir beaucoup fréquentés. Pour le défendre, un déluge de coups de téléphone s'abat sur Matignon. Il y avait tous les jours un appel de Bauer et un autre d'Henri Proglio, patron de Veolia, qui dément très mollement être initié. La bataille dure des semaines. Pour finir, les ligueurs ne sauvent pas Roussely, mais ont la peau de Mer. Raffarin en tremble encore »

Quelques membres du gouvernement suffisent d'ailleurs amplement, comme par exemple Guéant, cité par le Point : « Le cabinet du président de la République aussi compte plusieurs personnalités qui ont fréquenté les loges, à commencer par son plus proche collaborateur, le secrétaire général de l'Élysée, Claude Guéant ». Quel hasard que ce soit ce même Guéant qui mette tant d'ardeur à vouloir museler la presse par les voies dures, le dépôt de plainte, à défaut d'arguments convaincants : « Mediapart avait cité Guéant comme étant chargé des opérations de surveillance de certains journalistes qui enquêtent sur l'affaire Bettencourt, dans laquelle le nom du ministre du Travail, Eric Woerth, est cité » (10)

Certes, le gouvernement du président ne peut être taxé d'appartenance aux loges – quelques représentants et beaucoup de pions y suffisent – mais si Nicolas Sarkozy semble entretenir un profil incompatible au parcours maçonnique, il n'en distribue pas moins les largesses nécessaires à la progression des loges. Si la rumeur publique a tendance à clamer qu'il n'est pas franc-maçon, il n'en demeure pas moins que, selon Sophie Coignard (11), il est totalement immergé dans le milieu maçon (Il épouse la nièce de son mentor en 1982, le maçon Achille Peretti), milieu avec lequel il entretient d'étroits rapports, et peut signer occasionnellement de 3 points, notamment dans les courriers destinés aux syndicats policiers. Après Balladur, c'est par le milieu maçonnique, très dense à Neuilly, qu'il entamera sa remontée :

« Pendant sa traversée du désert, après la défaite d'Edouard Balladur, Nicolas Sarkozy a fréquenté, comme intervenant extérieur, plusieurs loges de Neuilly, dont La Lumière, celle de l'ancien sénateur Henri Caillavet, une des figures les plus marquantes du Grand Orient. Certains croient se souvenir de quelques appels du pied du maire de Neuilly, redevenu avocat, après la répudiation chiraquienne, pour approfondir les relations et aller plus loin si affinités. Ils assurent ne pas avoir donné suite, car Nicolas Sarkozy, déjà à l'époque, n'avait pas le profil pour recevoir la lumière. Il n'est pas interdit de voir dans cette évocation une sorte de rêve rétrospectif. Cependant, à défaut d'avoir expérimenté personnellement le cabinet de réflexion préalable au passage sous le bandeau, Sarkozy sait appliquer aux frères le traitement « segmenté » qu'il réserve à toutes les « communautés ». Cette vision de la société, où l'on ne s'adresse pas à l'ensemble des citoyens mais à chacun de ses sous-ensembles, marque très fortement sa communication avec les maçons. ». Une course aux échelotes maçonniques sans laquelle aucune présidence de la république n'est envisageable : « C'est la première fois dans l'histoire de la Ve République que les deux principaux candidats ont autant de francs-maçons dans leur entourage le plus proche » (8).



[2]

Des archives bien encombrantes

Mais les gamelles maçonniques ne datent pas d'hier. On peut remonter loin, très loin, à commencer par Vichy, pour commencer au plus près. C'est un dossier spécial de Science & Avenir (1) qui le révèle : Quand les russes récupérèrent en Allemagne, en 1945, les archives maçonniques et les dossiers noirs de l'occupation que les allemands avaient saisis en France et rapatriés chez eux, ils distillèrent la restitution pendant des décennies. Les premiers documents furent envoyés au général De Gaulle en 1966 sous forme de 193 cartons, le reste s'éparpillait sur les décennies suivantes :

« Depuis 1994, une partie de ces documents sont revenus en France. Mais étrangement, « nous n'avons pas localisé la totalité des fonds publics » s'étonne Sophie Coeuré (2). Avec l'application du délai de protection de 60 ans, ils devraient pourtant être accessibles à partir de 2003. Soit 40.000 dossiers appartenant au 2^o bureau, les fonds de la sûreté générale du ministère de l'intérieur, qui se trouvent aux archives contemporaines de Fontainebleau, représentent 10.000 cartons, 600.000 dossiers individuels ! 2 millions de noms. Pour être fichés, les français l'étaient ! Cette surabondance d'information révèle les pratiques de l'administration française de l'époque [...] Les archives de la préfecture de police ont été directement restituées à celle-ci, contrairement à la loi de 1979 sur les devoirs de l'administration envers les archives publiques. Des dossiers de la gendarmerie figuraient parmi les listes d'inventaires, et on n'en trouverait plus trace. Revenus de Russie, ou perdus en route ? La DGSE aurait-elle fait son shopping avant les historiens ? »

Le fichage fut-il une pratique maçonnique ? Il faut remonter à la création de la laïcité pour mesurer les pratiques maçonniques. Quoi de plus naturel que de se créer du champ libre, de se dégager de l'ennemi héréditaire qu'était le catholicisme romain ? La république va donc servir de paravent, et la sempiternelle devise nationale « Liberté Égalité fraternité » deviendra l'étendard des libérateurs. La laïcité devient le bouillon de culture idéal dans lequel la franc-maçonnerie entend évoluer. Le journal poursuit :

« En ouvrant les cartons soviétiques, nous avons été surpris par le ton très virulent et lyrique employé par les maçons pour défendre cette valeur [la laïcité républicaine] ... Citons notamment une lettre d'Anatole France : « Nous combattons enfin notre inique organisation sociale parce que, jeunes, nous sommes épris de liberté, de vérité, de fraternité, parce que notre société est bâtie sur la servitude, sur le mensonge, sur la haine ». »

C'est sur ce principe, qui fomentait depuis la fin du XIX^e siècle, qu'Emile Combes (soutenu par Jean Jaurès) instaura le délit d'opinion par une circulaire du 20 juin 1902. L'affaire des fiches allait être lancée : les militaires pouvant être de connivence avec les réactionnaires voient leur nom apparaître sur des listes du gouvernement républicain : « Les purges et les discriminations combiennes affectent l'administration et l'éducation ; elles affectent aussi l'armée. Officiellement depuis mai 1904, mais sans doute depuis plus longtemps, le général Louis André, de l'état-major du ministre de la guerre, faisait établir des fiches sur les opinions et la vie privée des officiers [...] Vingt cinq mille fiches sont ainsi établies par les Francs-Maçons du Grand Orient de France, pour le compte du Ministère [...] 6 avril 1904 : « ... Je vous envoie inclus la liste des officiers (capitaines et lieutenants) qui sont inscrits au tableau d'avancement et sur lesquels nous n'avons pas de renseignements. Le Ministre donnant un tour de faveur aux officiers républicains qui sont inscrits au tableau, il y a grand intérêt à ce que nous soyons fixés sur les sentiments politiques de chacun... ». L'histoire ne dit pas combien de soldats ont été inutilement sacrifiés dix ans plus tard, pendant la guerre 14-18, par des officiers incompetents qui tenaient leur grade de leurs amitiés politiques. » (3) Le capitaine Mollin, franc-maçon et gendre d'Anatole France, avec la bénédiction du Grand Orient, collectera les informations à destination du ministère de la guerre (10).

Si la disparition de certaines archives sensibles venues de Russie, concernant la seconde guerre mondiale, laisse à penser qu'on pourrait retrouver le même type de pratiques de fichage systématique opérées par les francs-maçons, on se heurtera à l'argument généralement développé par ces communautés à avoir souffert de l'exposition au génocide. Victimes de déportations, oui, certainement ils le furent, au titre de résistants, ou pour leur origine juive. Mais la résistance maçonne reste largement discutable. Si, effectivement, les frères étaient soupçonnés par le régime allemand de collusion avec la résistance, voire de soutenir la communauté juive ainsi que la haute finance anglaise, comme le soulignait Céline dans ses 3 pamphlets interdits, il n'en demeure pas moins que bon nombre d'entre eux cédèrent à la tentation, par conviction ou instinct de survie, d'apporter leur contribution au pouvoir allemand :

« Pétain s'entoure de Francs-maçons connus : Camille Chautemps, François Casseigne, Ludovic-Oscar Frossard. Le maire de Vichy est confirmé dans ses fonctions ; il est pourtant Franc-maçon. Les Francs-maçons sont présents dans toute la presse collaborationniste : Emile Perrin, Alexandre Zévaes, Eugène Frot, Emile Périn, François Chasseigne, Raymond Froideval, Armand Charpentier à l'Oeuvre, Eugène Gerber, Jacques La Brède, René Martel à Paris-Soir, Marcelle Capy à Germinal, Emile Roche, Guy Zucarelli, René Brunet, Jean-Michel Renaitour aux Nouveaux Temps, Jean de la Hire au Matin, Georges Dumoulin, Charles Dhooghe, Paul Perrin à La France Socialiste. Curieusement, la loi du 13 août 1940 interdisant les sociétés secrètes ne cite jamais explicitement les obédiences de la Franc-Maçonnerie. La loi du 10 novembre 1941 prévoyait de purger l'administration, mais elle fut rendue inefficace quelques mois plus tard. Quand Laval revint au pouvoir, en 1942, il mit à la tête de la commission spéciale un homme à lui, Maurice Reclus. Laval ne lui cacha pas son objectif. Il fallait faire régner dans la commission « un esprit systématiquement libéral, en accordant toutes les dérogations possibles, en essayant de faire rentrer en masse les Maçons éliminés dans l'administration, la magistrature, l'armée, l'université. Dans ce sens-là, allez fort, aussi fort que vous voudrez ; je vous couvre entièrement par des instructions formelles ». » (4)

Laval était le protégé d'Otto Abetz, ambassadeur allemand à Paris, qui intervint notamment en 1940 pour le tirer des griffes de son arrestation et le placer sous la protection de la police allemande à Paris. Nul ne saura si c'est par l'influence d'Abetz, membre de la loge Goethe de la GLF (5), que Laval ordonna la réintégration de la franc-maçonnerie quand il fut nommé chef du gouvernement en 1942. Certes, la franc-maçonnerie a souffert d'une forte propagande à son encontre, en dépit du fait que la seule maçonnerie interdite était celle jugée par le régime nazi trop proche de l'obédience juive, mais le bilan de sa persécution restera très limité, et elle reprend ses fonctions avec Laval : « Des affiches dénoncent l'emprise des francs-maçons sur les républicains, leur collusion avec les Anglo-Saxons, leurs liens avec les juifs [...] Parmi les 64 000 francs-maçons recensés par le Service des sociétés secrètes, 6 000 francs-maçons ont été inquiétés et près de 1 000 ont été déportés, souvent pour engagement dans la Résistance. Environ 500 francs-maçons ont été fusillés ou sont morts en déportation. L'ostracisme du gouvernement à Vichy a eu des effets divers sur lequel pèse encore le silence » (6). 500 victimes ! Un drame évidemment, mais en proportion cela fait moins de 1% de l'effectif, très largement instrumentalisé par la Franc-Maçonnerie d'aujourd'hui pour cultiver une position victimaire

Si la participation au gouvernement de Vichy de la franc-maçonnerie française est établie, il restera certainement impossible de connaître le niveau de collaboration où elle s'est engagée. Toutefois certaines personnalités maçonniques apportent des éclaircissements très suggestifs :

- Alexandre Zévaès (Alexandre Bourson), auteur de « Jean Jaurès en apôtre du rapprochement franco-allemand » (7), collaborateur au journal « l'oeuvre », journal clairement antisémite sous l'occupation, dirigé par Marcel Déat (fondateur du parti socialiste de France-Union Jean Jaurès, puis membre du Rassemblement National Populaire, un des 3 partis officiellement néo-nazis, nommé ministre du Travail et de la solidarité nationale du régime de Vichy en 44)

- Georges Dumoulin, secrétaire CGT et de la SFIO (ancêtre du parti socialiste), également dirigeant du Rassemblement National Populaire, puis embauché en 44 par Déat au ministère du Travail et de la solidarité nationale du régime de Vichy

- Jean Luchaire, placé par Abetz, directeur des « Nouveaux temps », journal à grand tirage pro-nazi, avec Guy Zucarelli comme rédacteur en chef, lui aussi maçon

- Eugène Schueller, franc-maçon, membre de la Cagoule et du MSR (Mouvement social Révolutionnaire, proche du RPN de Déat), PDG de L'Oréal Monsavon, qui confia le magazine « Votre Beauté » à un certain François Mitterrand (8). Schueller sortira blanchi en dépit de son activisme collaborationniste en raison de puissants appuis politiques (dont André Bettencourt et François Mitterrand). « L'Oréal a ainsi « recyclé » plusieurs anciens cagoulards. Le passé resurgit : celui de Schueller et, plus tard, celui de son gendre, André Bettencourt, dont on exhuma en 1994 des écrits antisémites parus dans La Terre française, l'hebdomadaire de la Propaganda Staffel » (9).

40 ans après Emile Combes, la pratique du fichage n'avait pas disparu dans la franc-maçonnerie : » *L'Affaire des Fiches eut aussi des retombées tardives. Si Pétain demanda ardemment dès août 1940, bien avant le statut des juifs, la loi sur la dissolution des sociétés secrètes (c'est à dire l'interdiction de la Franc-Maçonnerie), c'est parce qu'il avait toujours pensé que son avancement avait été retardé à cause de sa fiche. Cet être mesquin et vindicatif portera toujours une haine inexpugnable à la Franc-Maçonnerie et aux francs-maçons dont il supervisa personnellement les persécutions sous le régime collaborationniste de Vichy. La fiche du colonel Pétain, rédigé par le capitaine Pasquier alors que le futur Maréchal commandait le 104ème de ligne est ainsi rédigée: « Passé à l'école de Guerre. Inconnu, mais des renseignements nouveaux et sérieux le donnent comme professant des idées nationalistes et cléricales ». On ne pouvait voir plus clair que le frère Pasquier »* (10)

Naturellement, tous les francs-maçons n'étaient pas collaborateurs, loin s'en faut. Le résistant Jean Zay, condamné par le gouvernement de Vichy comme franc-maçon, juif, anti-hitlérien, finira, en héros de guerre, lâchement abattu en forêt par des conspirateurs à la solde de Laval ... qui avait remis la franc-maçonnerie en place : petits meurtres dans la fraternité! Mais les différentes destinations que prirent les fragments divergents de la franc-maçonnerie après son éclatement en 1940 montrent que les obédiences mènent à tout, et que, in fine, la philosophie maçonnique est une espèce de pâte à modeler protéiforme qui s'interprète comme bon semble, au gré humoral de ses pratiquants et selon leurs opportunités. Une subjectivité si large donnant lieu à des interprétations si extrêmes laisse songeur.



[3]

La synarchie d'empire, un concept dévoyé

2 millions de noms fichés, selon Sophie Coeuré, c'est une oeuvre considérable, qui n'a rien à envier, toute proportion gardée, aux écoutes que Mitterrand avait généralisées. Selon l'historienne Annie Lacroix-Riz, qui s'appuie sur la consultation d'archives récemment publiques (1), « ... une partie des élites françaises a mis en application le slogan bien connu « plutôt Hitler que le Front populaire »" (2). On comprend mieux cette

collaboration active, ce fichage démesuré, quand on sait que le front populaire devait être évité à tout prix. Mais la maçonnerie d'époque inventa, ou prorogea, une troisième voie : fondée sur une groupe dissident de l'Action Française (qui compte dans ses rangs l'ennemi viscéral des maçons, Charles Maurras), se crée une officine plus radicale, « La Cagoule » (l'appellation fait référence à un cérémonial comparable au Klu Klux Klan), fondée par Eugène Deloncle, et à l'origine de la dynastie Bettencourt. Cette troisième voie prendra le nom de MSE (Mouvement Synarchique d'Empire) et sera popularisée par le Dr Henri Martin, et qui posa un rapport sur le bureau de Pétain indiquant que le MSE est le bras armé de « La Cagoule » :

« Leurs buts auraient été de faire échec à la révolution nationale mise en place par Pétain, contrôler l'industrie par le biais de groupes financiers internationaux et protéger les intérêts juifs et anglo-saxons. La note va circuler non seulement à Vichy, mais également à Washington, Londres et Berlin. En juillet, le « Rapport Chavin » présente le complot synarchique comme une tentative du capitalisme international pour « assujettir les économies des différents pays à un contrôle unique exercé par certains groupes de la haute banque » Selon A.G. Michel, le « Pacte synarchiste révolutionnaire pour l'empire français » fut rédigé en 1936 et est devenu un agenda politique réel à partir de 1945 à la conférence de Yalta. Ses mots d'ordres seraient ceux qu'ont propagés en France la franc-maçonnerie laïciste et socialiste du Grand Orient de France, tels que l'on peut en faire la synthèse en prenant connaissance des textes publiés lors de leur convents » (3)

Selon le document intitulé « Pacte synarchique », après la mort de Jean Coutrot, membre du Groupe X-Crise, conclusion fut tirée que le MSE, fondé en 1922, fut le bras armé de La Cagoule sous Vichy (4). Ce qui présuppose que l'activisme du MSE, virulent bien avant la guerre, fit traîner la savate au gouvernement français durant cette période, aux fins de précipiter la défaite française. C'est le montage d'un vaste consortium industriel et financier qui était en gestation avec l'Allemagne, principalement dirigé par la banque Worms et le Groupe X-Crise, suivant l'idée sous-jacente qu'Hitler représentait une alternative solide au communisme, croquemitaine absolu depuis la révolution russe de 1917 (5). L'idée était, selon Ulmann et Azeau, « l'instauration en Europe d'un ordre nouveau, un ordre synarchique qui ne serait pas celui d'Hitler, ni de Mussolini, tombé au rang de faire valoir du Führer, mais l'ordre européen de von Papen et de Goering, celui de Lord Halifax, de Pierre-Etienne Flandin, de Ciano, de Franco ».

L'oligarchie financière craignait par dessus tout la mise en place du plan Lautenbach par Von Schleicher, juste nommé chancelier, en coordination avec le New Deal de Roosevelt. Une catastrophe en perspective, une relance de l'économie par l'investissement et le crédit, alors que Schacht prévoyait la planche à billets et la conquête militaire : « L'oligarchie financière américaine, anglaise et allemande redoubla alors ses efforts pour obtenir la tête du chancelier [Von Schleicher] [...] Il fallait par conséquent agir rapidement. Une manoeuvre organisée par Schacht, impliquant le baron Schröder, von Papen et le fils du président von Hindenburg, Oskar, allait finir par convaincre le Président de congédier von Schleicher et de nommer Hitler à la chancellerie » (6). Schacht avait organisé le plan Young, après l'échec du plan Dawes (en raison de l'alourdissement de la dette allemande), que Lazard Brothers supervisait depuis l'Angleterre, en collaboration avec la J.P. Morgan, destiné à provoquer l'effondrement de l'Allemagne, plan sur le dos duquel s'engraissaient les banquiers. La Reichbank, constituée d'intérêts privés, vit sa direction prise par Schacht (jusque peu après la crise de 29, quand l'atmosphère devint chaude, puis après la prise de pouvoir d'Hitler), Schacht placé par Montagu Norman, qui dirigea la Banque d'Angleterre pendant un quart de siècle, Schacht approché depuis le traité de Versailles par un avocat américain de Wall Street, John Foster Dulles, émissaire du CFR (Council on Foreign Relations), qui fit l'intermédiaire avec la J.P. Morgan

La City ayant placé son pion Schacht à la tête des finances nazies, elle s'employa à ériger l'opacité de la finance internationale. Le Mécène de Schacht, Montagu Norman, fut l'artisan de la création des banques centrales, et notamment de la BRI (Banque des règlements internationaux), oeuvre de la FED américaine, privée elle aussi, et de la Banque d'Angleterre, dans le but de faciliter les transactions financières que la J.P. Morgan avait monté sous le nom du plan Young (ndlr : on constatera qu'encore et surtout à ce jour, dans toute son opacité, la BRI reste fédératrice des politiques bancaires (elles-mêmes à l'origine des mesures d'austérité), la dernière décision effective étant « Bâle III » (7)). Schacht finira par imposer l'austérité populaire drastique qu'il défendait bec et ongle, au profit de la militarisation de l'Allemagne, et la BRI passera à travers Bretton Woods sans encombre, soutenue par les réseaux d'influence qui l'ont créée. Wall Street ne perdit pas une miette de ce chaos européen, après s'être gavé des montages financiers de la J.P. Morgan qui suivirent le traité de Versailles, divers scandales firent surface, comme la présence importante d'Henry Ford dans l'actionnariat d'IG Farben, ce géant de la chimie nazie, tristement célèbre pour sa production de Zyklon B, destiné aux camps d'exterminations. Henry Ford (décoré de la croix de l'aigle allemand par le régime nazi), qui avait déjà financé le national-socialisme à l'arrivée d'Hitler au pouvoir, s'était aussi illustré en finançant l'industrie automobile de Staline. D'autres figures importantes furent dénoncées dans cette participation au régime nazi via Farben : Paul Walburg, un banquier qui fut artisan actif dans la construction de la FED, également membre du CFR, Walter C. Teagle qui collabora, dans le domaine de la chimie, avec Farben, par l'intermédiaire de la Standard Oil dans des recherches de pointes. I.G. Farben & American I.G. étaient sous le contrôle de la FED (C.E. Mitchell, W. Teagle, P.M. Warburg), de Ford, de la Bank of Manhattan (Rockefeller), et de la Standard Oil (8).

L'oligarchie financière et industrielle avait déjà placé son emprise en Allemagne bien avant la prise de pouvoir d'Hitler, raison pour laquelle, d'ailleurs, elle ne pouvait laisser faire Von Schleicher, et raison pour laquelle elle fit tout pour propulser Hitler au pouvoir. Le financier Averell Harriman avait créé une filiale en Allemagne en 1922 (date de la création du MSE), puis un consortium à New York avec Fritz Thyssen, qui sera financier d'Hitler, la Union Banking. C'est à la tête du holding Harriman que sera nommé président un certain Prescott Bush, grand père de G.W. Bush. Harriman et Lazard travaillèrent étroitement avec Worms en France (Mines, finances, immobilier), qui possédait, selon Annie Lacroix-Riz, plus de la moitié de l'industrie française. La banque Worms étant « l'un des paniers où la Synarchie avait déposé quelques-uns de ses fruits mûrs » (9)

Si Vichy fut le creuset de l'oligarchie synarchique, elle fut également le creuset du frère ennemi, le planisme qui, s'il parlait de l'idée de se détacher du marxisme, en appelait toutefois à l'économie mixte, matérialisée

par une nationalisation des finances et de l'industrie, ce qui n'était pas pour séduire Worms et ses partenaires de Wall Street et de la City. Cette dissidence du SFIO, partagée par le syndicalisme dur et incarnée par Marcel Déat, sera largement collaborationniste. Sous l'impulsion d'une tentative d'unification des planistes (néo-socialistes) et des « planistes d'ingénieurs », incarnés initialement par le groupe X-Crise des polytechniciens, par le biais du plan du 9 juillet 1934, ce rassemblement inconciliable cède rapidement de part le caractère trop corporatiste du groupe X-Crise, jugé trop bourgeois par les ouvriers. L'artisan du plan du 9 juillet, Jean Coutrot, polytechnicien et membre du X-crise, est retrouvé mort en 1941. Déat crie au loup, il avait déjà dénoncé Darlan, à la tête de Vichy en 41, comme représentant attiré de Worms, il est vrai que Coutrot avait obtenu des appuis de Maud'hui de la banque Worms : « *Son suicide provoque un vaste mouvement de dénonciation du « complot synarchique ». Coutrot est suspecté d'être le Grand maître d'une société secrète, le Mouvement synarchique de l'Empire. L'œuvre » martèle son message : les synarques contrôlent Darlan et sabotent la Révolution nationale* » (10)

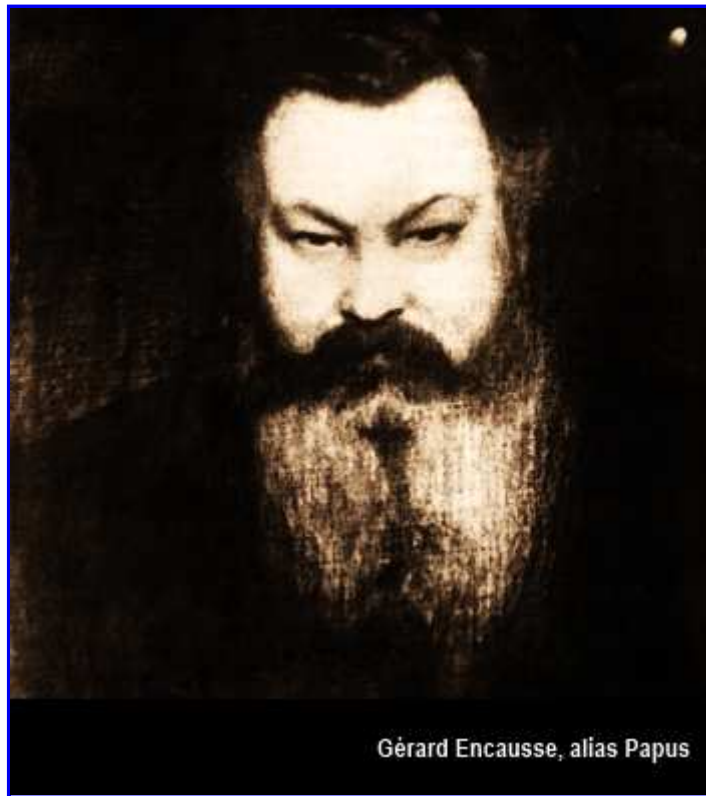
Les synarques avaient joué en maîtres : en s'associant avec les planistes, ils mettaient dans leur poche les néo-socialistes. Le plan du 9 juillet s'inscrivait dans une réforme constitutionnelle visant à affaiblir le parlement pour instaurer un régime corporatiste. Ce n'est pas pour rien que les polytechniciens étaient les instigateurs du X-Crise, car le pacte synarchique prévoyait précisément : « 429 — *Le rang du capital, dans l'ordre de subordination et dans l'ordre des avantages compatibles avec l'entreprise synarchisée, ne peut être que le quatrième, après le technicien, le travailleur et la république (impériale, nationale, régionale, communale, syndicale et corporative).* » (PSR, voir annexe) Le technicien comme sommet pyramidal, voilà la pierre angulaire du X-Crise, oeuvre polytechnique, et les raisons de sa lutte pour imposer l'ordre synarchique. Le travailleur, qu'ils avaient rallié un temps en fusionnant avec les planistes, était en second, mais en ratissant large, la réforme constitutionnelle devenait possible. Le retour de Laval au pouvoir contraria leur plan quelques temps, mais l'architecte Coutrot était de toute façon mort, et Laval n'était pas synarchiste. Même si Laval s'entoura précipitamment de francs-maçons, l'oligarchie ne lui pardonnera rien en 45, sa collaboration trop étroite avec Hitler et pas assez constructive avec la troisième voie fut sanctionnée sans égards. Fin 42, alors que Stalingrad marque un tournant dans la guerre, de nombreux analystes avaient déjà prévu la défaite d'Hitler. L'organisation des « ratlines », plans d'évacuation des nazis et collaborateurs trop virulents, les nombreux retournements de veste, ou tentatives, en faveur de la résistance, s'expliquent à partir de 1942 de cette manière. La nomination massive de francs-maçons en 1942 en est une conséquence. Les Etats-Unis iront ensuite recycler de nombreux nazis (11)

Worms et son Holding furent le terreau des services secrets britanniques en France ; selon Ulmann, le Grand Orient anglais a joué un rôle essentiel dans l'émergence du synarchisme de Vichy (12), ainsi que la société fabienne (installée depuis en France en 2007 avec la bénédiction de la classe politique française, sous l'appellation « Ecole d'économie de Paris ») qui apparaît dans le plan du 9 juillet 1934, la plus belle concrétisation du mouvement synarchique durant l'avant-guerre. La Synarchie de Saint-Yves d'Alveydre se retrouve au ban des accusés. Mais après examen approfondi, on a du mal à penser que le pacte synarchique trouve ses origines dans la synarchie de Saint Yves d'Alveydre, qui dit, dans l'archéomètre : « *Il ne s'agit ni de détruire ni de conserver au-dessus des Etats et de leurs chefs un ordre social quelconque puisqu'il n'y en a pas : il faut le créer. Il faut former, au dessus de nos nations, de nos gouvernements, quelle que soit leur forme, un gouvernement général, purement initiatique, émané de nos nations mêmes, consacrant tout ce qui constitue leur vie intérieure* ». « Purement initiatique », à entendre au sens théologique du terme. Saint Yves d'Alveydre, chrétien, profondément croyant, voyait une initiation théologique au sommet pyramidal, alors que le pacte synarchique y place le technicien, si l'on se réfère au paragraphe 429. Par quel tour de passe-passe la théocratie serait devenue technocratie, si ce n'est par l'intervention du Saint-Esprit maçon anglo-saxon, si l'hypothèse de Ulmann & Azeau concernant l'implication du GO britannique est exacte ? Une escroquerie purement sémantique, qui a conservé le mot « Synarchie », mais qui en a totalement dénaturé le contenu.

La mention des techniciens au sommet pyramidal dans le pacte synarchique doit être comprise comme une opération de séduction du patronat français opérée par les rédacteurs du pacte, ce pourquoi les polytechniciens du X-Crise ratissaient large et organisait des réunions ouvertes aux non-polytechniciens, mais toujours « personnalités techniciennes ». L'expertise, par le biais du corporatisme, était appelée à remplacer le politique, jugé trop incompetent. L'appât est de taille, outre le pouvoir, ce sera le côté humaniste qui prendra les polytechniciens dans le sens du poil, une carotte idéaliste qui mettrait fin à des millénaires d'exploitation de l'homme par l'homme, comme le stipule le paragraphe 418 du pacte synarchique : « — *Une démocratie économique n'est réelle que si elle satisfait synarchiquement aux conditions suivantes : — a) fonder l'économie sur la satisfaction des besoins de tous et non plus sur la recherche sordide du profit ; — b) supprimer en droit et rendre impossible en fait toute exploitation de l'homme par l'homme, de même que toute exploitation de l'homme par l'État ; — c) faciliter l'accession à la propriété réelle de tous ceux qui la désirent, sous condition de gestion directe, soit sous forme personnelle, soit sous forme communautaire ; — d) aider à la disparition rapide de la condition prolétarienne considérée comme dégradante parce qu'esclavagiste en tout état de cause ; — e) faire servir autant que possible au bien commun et au progrès social des privilèges de fait que constituent la richesse, même légitimement acquise, et le contrôle, même relatif, des moyens de produire.* ».

Voilà comment il suffisait de présenter la synarchie d'empire, notamment aux polytechniciens, et encore aujourd'hui le discours fait mouche : « *Comment pourrait-on qualifier cet « État ingénieur à la française » tel qu'il apparaît dans le projet d'X-Crise ? Opposé au libéralisme pur, c'est un État dont l'action dans la sphère économique doit 1/ se fonder sur des principes qui se veulent scientifiques, c'est-à-dire tirés des modèles de la physique maîtrisés par les Polytechniciens; 2/ être mue par des valeurs morales humanistes* » (13). Il n'en fallait pas moins à de nombreux analystes pour voir dans le pétainisme le tremplin idéal à imposer la droite capitaliste qui s'était déjà positionnée dans l'Allemagne d'avant-guerre : « *Pour de nombreux auteurs, Georges Valois, Charles Dumas, Pierre Hervé, Roger Menneville, plus près de nous, Ulmann et Azeau, et beaucoup d'autres, la synarchie n'est pas un sabotage de l'action de Pétain, au contraire, elle est l'explication du fait que Pétain ait pris le pouvoir au bénéfice d'une classe bourgeoise qui prend sa revanche sur le Front Populaire. C'est la Synarchie s'identifie à toute la période d'avant-guerre, et devient le synonyme des efforts de la droite*

capitaliste pour instaurer un fascisme à la française » (14). Restait à trouver le bouc émissaire sur le dos duquel on allait installer cette synarchie là.



Gérard Encausse, alias Papus

[4]

Le martinisme mis en accusation, petit croche-pieds entre écoles d'initiés

Synarchie ... Synarchie ... Synarchie ... d'empire, ou pas, peu importe, il fallait un coupable, tout le monde allait se rabattre sur Saint-Yves d'Alveydre et ses successeurs ! C'est lui qui avait inventé le mot ! Pourtant Saint-Yves était étranger à toute obédience maçonnique, tout mouvement mystique, et son association posthume au martinisme n'était que l'oeuvre de Papus qui allait réinventer le mouvement, sur lequel Guénon eut d'ailleurs des mots extrêmement sévères (1). L'action de Saint-Yves, concernant la synarchie, auprès des « souverains » de son époque, qui s'était d'ailleurs soldée par un retentissant échec, était officielle. Comme il le dit lui-même : « *Je ne fais ni ne veut faire partie d'aucune société secrète ni d'aucune petite église que ce soit, car j'en crois le temps absolument passé, et la synarchie en elle-même est une oeuvre de plein soleil et d'intégralité cyclique* » (2).

Le martinisme n'est pas une doctrine aisément identifiable, et ceux qui se lancèrent à la simplifier ne rencontrèrent que des déconvenues. Le martinisme est plutôt une sorte d'OVNI et correspond plus justement à une nébuleuse inconstante de courants très disparates, voire antagonistes, comme l'annonça le premier schisme dont il souffrit, la scission entre martininésisme et martinisme. Saint-Martin le reconnut lui-même à la fin de sa vie, dans une lettre au Baron de Liebisdorf en 1796 : « *Mr Pasqually avait la clef active de ce que notre cher Boehme expose dans ses théories, mais qu'il ne nous croyait pas en état de porter encore ces hautes vérités* » (3). Le disciple renégat s'était en effet tourné vers la « clef de Boehme » que prétendait détenir Rodolphe de Salzmann, attaché à la mystique allemande, et en relation avec Eckarthausen et Lavater. Saint-Martin bouda copieusement les loges martinésistes depuis 1777, loges qui partirent à la dérive dans les décennies qui suivirent la mort de Pasqually pour finir par être absorbées par le Grand Orient en 1811, qui avait été jusque là le frère ennemi. Ainsi on peut dire, stricto sensu, que le martinisme n'existe pas : « *Saint-Martin ne fonda jamais aucun ordre ; il n'eut jamais cette prétention, et le nom de martinistes désigne simplement ceux qui avaient adopté une manière de voir conforme à la sienne, tendant plutôt à s'affranchir du dogmatisme rituel des loges et à le rejeter comme inutile* » (4).

Le Grand Orient, que l'on a vu très impliqué dans l'émergence du synarchisme de Vichy, pouvait donc naturellement créer ce bouc émissaire naturel, d'une part parce que le martinisme, au sens originel, n'existait pas, et ensuite pour régler ses comptes avec le martinésisme qui avait osé le défier à la fin du XVIII^e : « *La propagande de Saint-Martin échoua près des loges de Paris et de Versailles, mais lorsqu'en 1778, ces loges eurent vu leurs frères de Lyon se tourner définitivement vers le rite templier allemand de la stricte observance, et le grand maître Willermoz prendre la succession du grand maître provincial Pierre d'Aumont, successeur de Jacques Molay, elles songèrent à fusionner avec les loges Philalèthes qui, depuis 1773, travaillaient d'après les données de Martinès et de Swedenborg, et dans les chapitres secrets desquels **n'était admis aucun officier du Grand Orient*** » (5)

La manoeuvre de mise en accusation était encore plus facile depuis que le concept de Martinisme devint encore plus diffus, au début XX^e, et depuis que celui-ci avait récupéré, par un malheureux concours de circonstances, le concept synarchique, qui n'est ni présent dans l'oeuvre de Pasqually, ni dans celle de Saint-Martin. Willermoz, qui affirma à sa mort « *qu'il n'existe plus de Réau-Croix, et que leur transmission s'est interrompue* », et qui avait orienté le martinisme dans le rituel très chrétien du RER, y ayant adjoint quelques éléments mineurs des Elus-Coëns, n'était pas pour autant « *un héritier de Martinès [...] qui était juif, et qui voulait restaurer le*

sacerdoce juif dans la maçonnerie intérieure, tout en étant foncièrement opposé au sacerdoce chrétien » (6). C'est Papus qui allait étoffer la nébuleuse en créant la composante que le Grand Orient allait, un demi-siècle plus tard, indirectement accuser. Après près d'un siècle de sommeil, l'ordre martiniste renaît de ses cendres par Papus, en publiant son premier manifeste en 1889, et rayonne jusqu'en Russie, avant de se disperser à nouveau trente ans plus tard, d'une part, vers une tendance plus maçonnique, avec Jean Bricaud, d'autre part plus papusienne, avec P.A. Chaboseau, et enfin plus Alveydrique, celle qui nous intéresse, créée en 1920 par Victor Blanchard, et nommée Ordre Martiniste Synarchique, deux ans avant la création du Mouvement Synarchique d'Empire, dont le créateur nous est inconnu. C'est ces deux ans de battement qui allaient tant faire souffrir le martinisme, tant ce terme devenait fourre-tout, et tant il se mariait bien avec l'oeuvre de Saint-Yves d'Alveydre que Papus avait arraché des limbes pour promouvoir aux premières loges.

C'est René Guénon qui mettra un terme à la polémique en 1949, dénonçant l'escroquerie grossière : « *La Synarchie, selon ce dernier [Saint-Yves d'Alveydre], n'a assurément rien de commun avec ce qui a fait tant de bruit en ces dernières années et à quoi il semble bien que ses promoteurs aient donné le même nom, tout exprès pour créer certaines confusions, en quoi ils n'ont d'ailleurs que trop bien réussi, car les livres et les articles publiés à ce propos ont répandu dans le public toute sorte d'erreurs grossières sur Saint-Yves et sur son oeuvre* ». (7) Le pauvre Saint-Yves, qui déjà n'avait pas trouvé écho en son temps, doit passer son temps à se retourner dans sa tombe.

Faut-il s'étendre sur les divergences structurelles entre la synarchie de Saint-Yves d'Alveydre et le pacte synarchique révolutionnaire, qui n'ont de commun que l'appellation ? L'avis de Guénon sur ce point est très significatif. Dans une revue publiée par lui-même, « La Gnose » en 1911, où il publiait sous le pseudonyme de Palingénus, on peut lire : « *le principe de l'institution des castes, sur laquelle repose toute société établie synarchiquement, est en accord avec les règles organiques et harmoniques de notre univers. La caste [au sens antique] est déterminée pour chaque individu pas sa nature propre, cad l'ensemble des qualités potentielles qu'il apporte en naissant, et qui passeront en acte dans le cours de son existence terrestre* ». (8) La dynamique du PSR, si elle reprend l'idée de caste, passe avec légèreté d'une structure de castes érigées selon des prédispositions naturelles et innées à une structure de castes selon une division corporatiste sociale, selon le paragraphe 146 : « *Les professions reconnues et organisées, seuls facteurs d'activité civique populaire, sont distribuées synarchiquement suivant leur principe basique et leur nature pour constituer : — L'Ordre économique, — l'Ordre politique, — l'Ordre culturel, — l'Ordre impérial* »

Contrairement au PSR, la synarchie de Saint-Yves d'Alveydre est d'essence chrétienne, au sens initiatique, et cette notion lui est si fondamentale qu'il fait de la confession juive une obédience qui, s'il la voit subordonnée au christianisme, reste à ses yeux essentielle : « *C'est ainsi que je leur démontre [aux juifs], appuyé sur l'histoire du monde et de la leur, que la Synarchie, le Gouvernement arbitral, trinitaire, tiré des profondeurs de l'initiation de Moïse et de Jésus, est la promesse même des Israélites, comme la nôtre, et le triomphe même d'Israël par la Chrétienté [...]. Je tiens à dire que je n'écris nullement pour ceux auxquels suffit la forme d'enseignement primaire qu'a revêtue le judéo-christianisme, grâce aux talmudistes et aux théologiens chrétiens [...]. Mais Moïse comme Jésus nous a légué une promesse d'ordre social dont l'accomplissement prophétique vise nos temps [...]. Ce qui importe, c'est que dans l'état social européen, dans cette universelle église laïque, non constituée encore, mais en avance de moralité et d'intellectualité sur ses directions politiques et sacerdotales, Israël, couvert par Jésus-Christ, son souverain pontife et le nôtre, est encore plus chez lui que chez nous, en Europe même, et cela de part les droits les plus sacrés. Il importe donc au premier chef, que le christianisme s'accomplisse socialement, de haut en bas, par la reconnaissance des trois grands ordres sociaux institués par Moïse, par la synarchie* ». (9) Il faudra être maître funambule pour réconcilier cette vision avec la technocratie du Pacte Synarchique Révolutionnaire qui, il faut bien le reconnaître, se situe à des années-lumière.

Le martinisme, quelle que soit la variante à laquelle on se réfère, n'a jamais rien eu à voir, de près ou de loin, avec tout ce panier de crabes de Vichy. Le martinisme fut victime de la malheureuse appellation de Victor Blanchard, l'ordre martiniste synarchique, qui, comble de tout, fut créé 2 ans avant le Mouvement Synarchique Révolutionnaire. Toutes les analyses, qui font remonter la Synarchie, au sens du MSR, à Blanchard, Papus, Saint-Martin ou Martinès de Pasqually se sont laissés piéger par la surface sémantique et n'ont probablement pas eu la moindre connaissance des doctrines correspondantes. Cette idée machiavélique, de reprendre le mot Synarchie dans le Pacte Synarchique Révolutionnaire, est plutôt à mettre sur le compte du Grand Orient britannique, qui tirait à l'époque toutes les ficelles par l'intermédiaire de Worms, et bien que cela soit particulièrement difficile à démontrer, l'association coule de source.



Responsabilités maçonniques majeures

Le Pacte Synarchique Révolutionnaire, associé au projet polytechnicien X-Crise, jeta les principes de la mondialisation, en entendant promouvoir la Société Des Nations, créée 3 ans avant le Mouvement Synarchique d'Empire, et en définissant, par le biais des paragraphes 592 et 593, « *Les cinq fédérations impériales du monde actuel, déjà formées ou en formation, comme base d'une Société Universelle des Nations* » (1). Les bases de la mondialisation sont posées, et c'est, encore une fois, le Grand Orient que l'on retrouve en coulisses, par l'intermédiaire de Léon Bourgeois, premier président de la Société des Nations, et récompensé par le prix Nobel de la paix, l'année suivante (où l'on voit que l'escroquerie du prix Nobel de la paix, criarde avec Obama, ne date pas d'hier). La SDN, ébauche de l'ONU, fut soutenue par Elihu Root (lui aussi prix Nobel de la paix), qui fut, de 1919 à 1921 le principal artisan de la fondation du CFR, dont on a vu le rôle actif dans ses collusions avec le régime nazi (John Foster Dulles, secrétaire d'état en 1953, Paul Walburg, artisan de la FED, Averell Harriman, à l'origine de la dynastie Bush, dont la Union Banking fut fermée (seulement en 1951!) en tant qu'organisation nazie), et dont on a vu les protagonistes n'être même pas inquiétés par Nuremberg et plutôt promu à un brillant avenir.

S'est-on imaginé que le X-Crise n'est plus qu'une vieille relique historique ? Qu'on se détrompe, nos amis polytechniciens ont fait en 2005 de ce prototype une version revue et améliorée, rebaptisée X-Sursaut. Si l'analyse de X-Sursaut semble parfaitement louable – dénoncer l'incompétence de l'état – son objectif n'en demeure pas moins la mise en place d'un système décisionnaire fondé sur une technocratie (gérée par les polytechniciens eux-mêmes), et, qui plus est, d'une technocratie foncièrement libérale dont les règles seraient assimilables à la gestion d'une entreprise privée : « *On retrouve là quelques éléments caractéristiques de l'approche à X-Crise. La conférence de Yann Duchesne (X77) s'appuie sur son ouvrage, France S.A., paru en 2002. L'idée de l'ex-directeur du cabinet de consultants McKinsey consiste à appliquer à la France le regard et les méthodes de management d'un dirigeant d'entreprise. Le diagnostic sur l'état de la France est conforme à celui annoncé par Lévy-Lambert dans la profession de foi d'X-Sursaut [...] « Comme première explication, on peut incriminer des sur-réglementations sectorielles et une charge financière de l'État étouffante » [...] Pour réagir, il faut engager quatre grands chantiers, selon Duchesne, qui tous tournent autour d'une vision libérale de l'économie. Le premier est une véritable révolution culturelle, selon l'auteur, puisque « l'État doit être géré comme une entreprise privée, ce qui conduit à l'externalisation de nombreuses activités. L'évaluation des agents publics heurte une culture imprégnée depuis des décennies » [...] » (2). Cette démenche du « tout-capitaliste » ferait bien d'écouter le sage Paul Jorion, qui dit à raison « *L'état-providence est ce qui permet de rendre supportable le capitalisme* », et qu'elle écoute son superbe historique des révolutions, liées à la divergence des 2 concepts (3). Certes l'état-providence est d'une telle incompétence qu'il est à refonder, mais de là à mettre le seul profit en maître d'oeuvre ...*

Une « révolution culturelle », Mr Duchesne n'aurait pas pu mieux choisir sa formule, n'est-on pas exactement dans l'esprit de X-Crise, dans la Synarchie d'Empire, colportée précisément par le Mouvement Synarchique Révolutionnaire, qui 70 ans plus tard, tente une nouvelle percée en ayant été soigneusement rebaptisé X-Sursaut, et dépouillé de toute connotation synarchiste ? On n'éveille pas l'attention, on évite soigneusement le mot Synarchie. Sauf qu'à la différence de la collaboration entre les polytechniciens de l'époque et le gouvernement de l'époque, la collaboration actuelle, ou, pour mieux dire, l'asservissement temporaire des polytechniciens aux politiques, caresse l'idée d'une privatisation générale des administrations, selon le modèle américain, privatisation qui matérialiserait ce vieux rêve de Synarchie d'Empire où ils se tailleraient la part du lion. La vassalisation de notre président français, Mr Sarkozy, aux Etats-Unis, qui en vénère le modèle, engage d'ailleurs déjà en ce sens. On pourrait dire que le projet de Synarchie actuel est bien plus avancé que son prototype de Vichy. A cet égard, on comprendra mieux la position d'un Attali, farouche partisan du traité de Lisbonne, imposé de manière dictatoriale, traité dont on sait qu'il est la charpente d'une dictature politique bien plus globale ... Préfiguration d'une future société technicienne. Ou la position d'un Jancovici qui nous explique, du haut de sa technicité, tout comme Attali, que nous sommes tous coupables de réchauffer la planète et que le salut du citoyen réside dans l'acquiescement d'une taxe Energie ... Le propos ici n'étant pas de dénigrer le corps des polytechniciens, dont les compétences sont hors de doute, mais de regretter amèrement que tant de capacités soient mises au service d'une politique à orientation dictatoriale, comme le fait Attali, trahi par son admiration de Delors, depuis Mitterrand, et, bien pire, que le dessein dudit corps réside dans la mise en place d'une dictature privatisée, basé sur un terrorisme du rendement.

Les rapprochements entre les polytechniciens et la franc-maçonnerie ne sont un secret pour personne, une tradition qui date de l'empire, et qui commença par Gaspard Monge, fondateur de l'école polytechnique, et initié à la loge « L'Union Parfaite du Corps Royal du Génie ». Plus récemment, on trouve par exemple : Christian Pinon, « soutenu par les réseaux maçonniques », Guy Worms, ancien collaborateur de Bérégovoy, auteur du fameux « rapport Worms » dénonçant les magouilles de ses frères du Grand Orient, excédé par les pratiques du milieu. Des appartenances au milieu maçon très souvent ignorées d'ailleurs, secret fraternel oblige, et extensibles à l'ensemble des grandes écoles françaises, ces réputés corps d'élite. Une opacité maçonnique qui est telle, notamment au Grand Orient, que les frères eux-mêmes la dénoncent, comme Hughes Forestier, qui publie « frères à abattre », un maçon intègre, on en trouve, ou Worms, qui, en ayant déposé une plainte maçonnique contre le trésorier, se vit infliger une « Suspension à titre conservatoire » (4), Worms, un autre maçon intègre. Le propos n'étant pas ici de faire le procès des systèmes de croyances propres à la maçonnerie, ni de lui reprocher de faire main basse sur les élites françaises, mais de dénoncer sa participation active depuis plusieurs décennies à la faillite de la France tout en s'engraissant démesurément au passage.

Le contre-pouvoir eût été pour elle la moindre des positions à prendre, conformément à la manière même dont se définit la franc-maçonnerie : « *association essentiellement philosophique et philanthropique* », comme un « *système de morale illustré par des symboles* » « , pour reprendre la formule de Wikipédia. Mais plutôt que le contre-pouvoir, c'est, pour le moins, la voie de la complicité active avec les instances gouvernementales que

les frères ont choisi, si ce n'est l'acte organisé du dépeçage du patrimoine public français. Moralité maçonnique !? L'image et les symboles deviennent burlesques et font franchement rire, car, sans même parler des « affaires », il sera difficile d'expliquer qu'en dirigeant la haute finance, les banques, les compagnies d'assurances, les administrations, les appareils législatifs et judiciaires, la FM ait appuyé, ou, dans le meilleur des cas, laisser passer, sans même alerter quiconque, toutes les étapes qui depuis 40 ans mènent le pays au mur. Comme par exemple, pour faire court et simple, la « loi Pompidou-Rotschild » du 3 janvier 1973, qui oblige la Banque de France à s'endetter sur les marchés privés, loi qui est responsable de l'endettement astronomique de la France, le contribuable ne remboursant que les intérêts (privés!). Comme la loi du 24 janvier 1984, votée sous Mitterrand par le franc-maçon, membre de la trilatérale et fondateur du think tank « Notre Europe » Jacques Delors (tant adulé par Attali), Jacques Delors père d'une certaine Martine Aubry (membre du groupe « Le Siècle »), une mesure de pointe en avance de 15 ans sur l'abrogation du Glass-Steagall américain en 1999, qui supprima la distinction entre banque de dépôt et banque d'investissement. Cette mesure, qui permit à n'importe quelle de nos banques « d'investir » (lire « jouer au casino »), commença par donner lieu à toute une série de scandales bancaires, comme celui du Crédit Lyonnais, 200 milliards de francs à lui seul aux frais du contribuable. Des amuse-gueules, ces petites affaires, un tour de chauffe des années 90, en comparaison de ce qui allait venir, les expositions bancaires des filiales en Europe et aux Etats-Unis, des centaines de milliards d'Euros « d'investissements » pyramidaux masqués en CDS et autres actifs toxiques, planqués dans des changements de norme comptable modifiés à la va-vite pour l'occasion, mais d'une radioactivité croissante même dissimulés sous le tapis ; « investissements » qui pour l'instant coûtent aux français la bagatelle de 40 milliards d'euros de capitalisation et 320 milliards de garantie, conformément au plan de sauvetage des banques de 2008, le pire restant à venir, que ce soit pour sauver les PIIGS (en réalité les banques exposées dans ces pays), ou que ce soit les mesures d'austérités en cours et à venir destinées à « rassurer les marchés ».

Tout ce hold-up organisé, le plus grand de tous les temps, la Franc-Maçonnerie, investie dans tous les postes clés financiers, législatifs, administratifs, ou très proche d'eux, parée des meilleures élites françaises, par appartenance ou par influence, ne pourra pas dire qu'elle ne savait pas, et ne pourra pas se cacher derrière la naïveté. Même si tous les francs-maçons ne sont pas à mettre dans le même sac, puisque bon nombre d'entre eux s'insurgèrent contre leur propre pratique, et même si des légions de non-maçons participèrent aussi à cette orgie, il s'agit bel et bien d'un complot maçonnique contre le peuple français, les traces de sa préparation se retrouvant facilement, comme l'indique l'ébauche du précédent paragraphe. Que ce complot ne soit qu'une partie d'une internationale synarchique plus vaste encore, dont la naissance fut conjointe au CFR, et qui traîne un triste cursus depuis la seconde guerre mondiale, sans parler d'avant, comme cela a été montré dans les précédents chapitres, n'est pas l'objet de cet article, qui reste dans le cadre de la spécificité française.

Le lecteur commettrait une grave erreur en pensant que le présent exposé est un procès de la Franc-Maçonnerie. Loin s'en faut. Tout être humain a le droit, que dis-je, le devoir, d'accéder à la Connaissance, visible et invisible, par respect pour notre héritage grec, où Aristote professait la métaphysique, et par nécessité de compréhension de notre culture judéo-chrétienne. La source égyptienne est manifeste dans cette racine bicéphale, Moïse, Platon et Pythagore ayant été instruits au pays des pyramides. L'objet de cet article est de dénoncer, non pas la Franc-Maçonnerie traditionnelle et pourvue de ses valeurs humaines originales, mais la Franc-Maçonnerie particulière, représentée par tout un éventail de loges, qui a rompu avec ses principes fondateurs pour avoir créé une immense usine corporatiste à développer des intérêts personnels et matériels, au prix du vol massif et organisé des français, et de l'établissement d'une société totalitaire, dont la construction est déjà très avancée.

Dans le décret du 12 mai 1822 (1822), encore valable, on voit comme règle du Rite Ecossais en France : « *La maçonnerie, connue sous la dénomination d'art royal, est une association d'hommes réunis dans la vue de se rendre utiles à leurs semblables considérés individuellement [...] Toute société secrète qui s'occupe de spéculations politiques ou religieuses est, par ce fait, étrangère à l'association maçonnique, et même en opposition avec ses principes* » (5). Napoléon Bonaparte lui-même avait pris conscience de ne pas avoir été digne de son titre de maçon : « *J'ai consumé ma vie en des mouvements continuels qui ne m'ont pas permis de remplir mes devoirs d'initiés à la secte des Egyptiens* ». Napoléon fut initié au Caire à la « loge Isis », et sa filiation importera en France le rite Memphis (6). Il avait fini par faire amende honorable. On comprendra facilement pourquoi, au contraire, les dizaines de milliers de frères actuels, concernés par la mise à sac directe ou indirecte du pays, ne font pas de même : tous accrochés à des intérêts matériels, vénaux, à marcher sur les cadavres, prisonniers d'une fuite en avant qu'ils ont mis eux-mêmes en place, tous n'ont plus de maçonnique que le nom et la parure, dévalorisant au passage (aux yeux profanes qui n'ont plus guère envie de faire le discernement, on les comprend) la rare tradition ayant conservé ses objectifs authentiques, quelle qu'en soit sa forme ou sa dénomination, qu'elle soit franc-maçonne, rosicrucienne, hermétique, alchimique ou gnostique. Au contraire, cette franc-maçonnerie politique et matérialiste, qui participe à son profit à la décomposition de la société, est devenue néfaste tant sur le plan profane que sur le plan sacré.

A défaut de finaliser la construction du temple interrompue par l'assassinat d'Hiram, la Franc-Maçonnerie incriminée, telle que définie dans le présent article, est sur le point de finaliser la construction du plus grand système pyramidal de tous les temps, un ensemble de montages financiers justement nommé bulles, gonflées à partir d'une pompe à vide dans des proportions gargantuesques. Cette pyramide, qui n'est pas sans rappeler Babel, toujours plus haute aux fins de maintenir les assises matérielles d'une minorité qui entend représenter Dieu, est systématiquement facturée aux citoyens à un rythme où les échéances deviennent exponentielles, rendant la vie quotidienne irrespirable. L'illusion ne pouvant être maintenue plus longtemps, l'ensemble est amené à s'effondrer à brève échéance, apportant, dans le meilleur des cas, son lot de dictatures, comme l'annonce l'exploitation de la fable Al-Qaïda, sur laquelle le silence maçonnique est révélateur, et dans le pire, un chaos qui sera une première pour l'humanité ... L'humanité, un concept bien oublié par les frères.

Références et liens :

Introduction

(1) Cité par Paul Naudon, la franc-maçonnerie et le divin

Les 120.000 francs-maçons qui dirigent la France

(1) Capital Janvier 2010, voir aussi <http://www.capital.fr/a-la-une/dossiers/ville-par-ville-les-francs-macons-dans-le-business-476406> [7]

(2) http://www.lexpress.fr/region/les-francs-ma-ccedil-ons-en-clair-obscur_480204.html [8]

(3) <http://www.ladepeche.fr/article/2000/03/29/98199-Des-mois-de-turbulences-et-une-succession-d-affaires.html> [9]

(4) Challenges, <http://www.gadlu.info/franc-maconnerie-les-freres-du-businessselon-challenges.html> [10]

(5) http://www.pressafrik.com/Enquete-Les-francs-macons-au-coeur-de-l-Etat_a1665.html [11]

(6) <http://www.leprogres.fr/fr/region/le-rhone/rhone/article/1945590,184/Lyon-place-forte-de-la-maconnerie.html> [12]

(7) http://www.lemonde.fr/societe/article/2009/10/20/fichiers-de-police-l-executif-estime-pouvoir-decider-de-tout-tout-seul-en-ecrasant-le-parlement_1256187_3224.html [13]

(8) <http://www.lepoint.fr/actualites-politique/les-francs-macons-de-sarkozy/917/0/324920> [14]

(9) <http://www.lepoint.fr/archives/article.php/324920> [15]

(10) <http://www.liberation.fr/societe/01012300788-journalistes-espionnes-queant-et-squarcini-s-apprentent-a-porter-plainte> [16]

(11) <http://www.gadlu.info/nicolas-sarkozy-est-il-franc-macon-sophie-coignard-y-repond.html> [17]

Des archives bien encombrantes

(1) Science et Avenir, Février 2003

(2) Sophie Coeuré, de l'ombre à la lumière, les archives françaises de retour de Moscou, D. Monier, 2003

(3) <http://www.contreculture.org/AG%20Combes.html> [18]

(4) http://www.contreculture.org/AT_Franc-maconnerie.html [19]

(5) Jean-André Faucher, Histoire de la Grande Loge de France, Éditions Albatros, 1981

(6) http://www.come4news.com/index.php?option=com_content&task=view&id=27880 [20]

(7) http://www.contreculture.org/AT_bete_immonde.html [21]

(8) Contribution à l'histoire des francs-maçons sous l'Occupation, Duquesne Diffusion, voir http://anti-mythes.blogspot.com/2008_03_01_archive.html

(9) <http://www.monde-diplomatique.fr/2009/06/CHOLLET/17174> [22]

(10) <http://www.jlturbet.net/article-21856167.html> [23]

La synarchie d'empire, un concept dévoyé

(1) Annie Lacroix-Riz, Le Choix de la défaite : les élites françaises dans les années 30, éd. Armand Colin

(2) <http://fr.wikipedia.org/wiki/Synarchie> [24]

(3) Ibid

(4) <http://en.wikipedia.org/wiki/Synarchism> [25]

(5) Ibid

(6) <http://infoguerilla.fr/?p=2874> [25]

(7) http://www.swissinfo.ch/fre/Dossiers/La_Suisse_et_la_crise_financiere_mondiale/Actualites/Bale_III,_de_nouvelles_regles_pour_renforcer_les_banques.html?cid=28321056 [26]

(8) http://www.reformed-theology.org/html/books/wall_street/chapter_02.htm [27]

(9) André Ulmann & Henri Azeau, Synarchie et Pouvoir, Julliard

(10) Marcel Déat, Mémoires politiques, <http://www.voltairenet.org/article15364.html> [28]

(11) http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2010/11/15/quand-la-cia-protégeait-les-anciens-nazis_1439956_3222.html [29]

(12) André Ulmann & Henri Azeau, ibid

(13) http://matisse.univ-paris1.fr/colloque-es/pdf/articles/fischman_lendjel.pdf [30]

(14) Jean Saunier, Saint-Yves d'Alveydre, Dervy 1981

Le martinisme mis en accusation, petits croche-pieds entre écoles d'initiés.

(1) « *C'est vers 1887 que le Dr Gérard d'Encausse, sous le nom de Papus, reprit cette dénomination [occultisme], en s'efforçant de grouper autour de lui tous ceux qui avaient des tendances analogues. telle est la genèse de l'occultisme français, dont on a dit parfois qu'il n'était en sorte que du papusisme, et cela est vrai à plus d'un égard, car une bonne partie de ses théories ne sont effectivement que l'oeuvre d'une fantaisie individuelle ; il en est même qui s'expliquent par le désir d'opposer à la fausse tradition orientale des théosophistes, une tradition occidentale non moins imaginaire* » René Guénon, l'erreur spirite

(2) Saint-Yves d'Alveydre, Mission des juifs, Dorbon Aîné

(3) Introduction anonyme (Un chevalier de la Rose Croissante) in Pasqually, traité de la réintégration des êtres, éd. traditionnelles, 1988

(4) Ibid.

(5) Ibid.

(6) Jean Chopitel & Christiane Gobry, René Guénon, Ed. Le mercure dauphinois, 2010

(7) René Guénon, Comptes rendus, éd. traditionnelles, Paris 1973

(8) René Guénon et l'archéomètre, Bruno Happel, Guy Trédaniel 1996

(9) Saint-Yves d'Alveydre, Missions des juifs, Dorbon Aîné

Responsabilités maçonniques majeures

(1) « (592) — Cette structure synarchique pyramidale implique la complète formation des cinq grandes fédérations impériales (ou Sociétés mineures de Nations) déjà constituées ou en voie de constitution dans le monde moderne : — la Société mineure des Nations britanniques, — la Société mineure des Nations pan-américaines, — la Société mineure des Nations pan-eurasiennes de l'U. R.S.S., — la Société mineure des Nations pan-eurafricaines, — et la Société mineure des Nations pan-asiatiques. (593) — L'affermissement systématique de cette quintuple base impériale, définie sous nos yeux par un processus historique évident, pourra seule permettre : — une réelle encore que relative stabilisation des forces politiques en présence dans le monde, — la limitation des expansions violentes des impérialismes, — la clarification, préalable à toute question d'ordre général, des problèmes intéressant la Société Universelle des Nations, — enfin un rappel juridique plus efficace du respect mutuel des Peuples et du pacte de paix des États, alors librement conclu »

(2) http://matisse.univ-paris1.fr/colloque-es/pdf/articles/fischman_lendjel.pdf [30]

(3) http://www.dailymotion.com/video/xflydn_paul-jorion-le-temps-qu-il-fait-le-12-novembre-2010_newsundefined [31]

(4) http://www.lexpress.fr/actualite/societe/les-combines-des-francs-macons_488940.html [32]

(5) Jean-Pierre Bayard, Symbolisme maçonnique traditionnel, édimat 1982, 4^o éd. remaniée et augmentée.

(6) Robert Ambelain, franc-maçonnerie d'autrefois

Annexes :

PACTE SYNARCHISTE REVOLUTIONNAIRE POUR L'EMPIRE FRANÇAIS [33]

LISTE DES MEMBRES DU CFR [34]

[LISTE CHRONOLOGIQUE DES DIRECTEURS DU CFR](#) [35]

URLs in this post:

- [1] Image: <http://www.mecanopolis.org/wp-content/uploads/2010/11/macon11.png>
- [2] Image: <http://www.mecanopolis.org/wp-content/uploads/2010/11/macon2.png>
- [3] Image: <http://www.mecanopolis.org/wp-content/uploads/2010/11/macon3.png>
- [4] Image: <http://www.mecanopolis.org/wp-content/uploads/2010/11/papus.png>
- [5] Image: <http://www.mecanopolis.org/wp-content/uploads/2010/11/maçon41.png>
- [6] *Mecanopolis*: <http://www.mecanopolis.org/?p=20711>
- [7] <http://www.capital.fr/a-la-une/dossiers/ville-par-ville-les-francs-macons-dans-le-business-476406>:
<http://www.capital.fr/a-la-une/dossiers/ville-par-ville-les-francs-macons-dans-le-business-476406>
- [8] http://www.lexpress.fr/region/les-francs-ma-ccedil-ons-en-clair-obscur_480204.html:
http://www.lexpress.fr/region/les-francs-ma-ccedil-ons-en-clair-obscur_480204.html
- [9] <http://www.ladepeche.fr/article/2000/03/29/98199-Des-mois-de-turbulences-et-une-succession-d-affaires.html>: <http://www.ladepeche.fr/article/2000/03/29/98199-Des-mois-de-turbulences-et-une-succession-d-affaires.html>
- [10] <http://www.gadlu.info/franc-maconnerie-les-freres-du-businessselon-challenges.html>:
<http://www.gadlu.info/franc-maconnerie-les-freres-du-businessselon-challenges.html>
- [11] http://www.pressafrik.com/Enquete-Les-francs-macons-au-coeur-de-l-Etat_a1665.html:
http://www.pressafrik.com/Enquete-Les-francs-macons-au-coeur-de-l-Etat_a1665.html
- [12] <http://www.leprogres.fr/fr/region/le-rhone/rhone/article/1945590,184/Lyon-place-forte-de-la-maconnerie.html>: <http://www.leprogres.fr/fr/region/le-rhone/rhone/article/1945590,184/Lyon-place-forte-de-la-maconnerie.html>
- [13] http://www.lemonde.fr/societe/article/2009/10/20/fichiers-de-police-l-executif-estime-pouvoir-decider-de-tout-tout-seul-en-ecrasant-le-parlement_1256187_3224.html: http://www.lemonde.fr/societe/article/2009/10/20/fichiers-de-police-l-executif-estime-pouvoir-decider-de-tout-tout-seul-en-ecrasant-le-parlement_1256187_3224.html
- [14] <http://www.lepoint.fr/actualites-politique/les-francs-macons-de-sarkozy/917/0/324920>:
<http://www.lepoint.fr/actualites-politique/les-francs-macons-de-sarkozy/917/0/324920>
- [15] <http://www.lepoint.fr/archives/article.php/324920>: <http://www.lepoint.fr/archives/article.php/324920>
- [16] <http://www.liberation.fr/societe/01012300788-journalistes-espionnes-gueant-et-squarcini-s-apprentent-a-porter-plainte>: <http://www.liberation.fr/societe/01012300788-journalistes-espionnes-gueant-et-squarcini-s-apprentent-a-porter-plainte>
- [17] <http://www.gadlu.info/nicolas-sarkozy-est-il-franc-macon-sophie-coignard-y-repond.html>:
<http://www.gadlu.info/nicolas-sarkozy-est-il-franc-macon-sophie-coignard-y-repond.html>
- [18] <http://www.contreculture.org/AG%20Combes.html>: <http://www.contreculture.org/AG%20Combes.html>
- [19] http://www.contreculture.org/AT_Franc-maconnerie.html: http://www.contreculture.org/AT_Franc-maconnerie.html
- [20] http://www.come4news.com/index.php?option=com_content&task=view&id=27880:
http://www.come4news.com/index.php?option=com_content&task=view&id=27880
- [21] http://www.contreculture.org/AT_bete_immonde.html: http://www.contreculture.org/AT_bete_immonde.html
- [22] <http://www.monde-diplomatique.fr/2009/06/CHOLLET/17174>: <http://www.monde-diplomatique.fr/2009/06/CHOLLET/17174>
- [23] <http://www.jlturbet.net/article-21856167.html>: <http://www.jlturbet.net/article-21856167.html>
- [24] <http://fr.wikipedia.org/wiki/Synarchie>: <http://fr.wikipedia.org/wiki/Synarchie>
- [25] <http://en.wikipedia.org/wiki/Synarchism>: <http://en.wikipedia.org/wiki/Synarchism>
- [26] http://www.swissinfo.ch/fre/Dossiers/La_Suisse_et_la_crise_financiere_mondiale/Actualites/Bale_III_de_nouvelles_regles_pour_renforcer_les_banques.html?cid=28321056: http://www.swissinfo.ch/fre/Dossiers/La_Suisse_et_la_crise_financiere_mondiale/Actualites/Bale_III_de_nouvelles_regles_pour_renforcer_les_banques.html?cid=28321056
- [27] http://www.reformed-theology.org/html/books/wall_street/chapter_02.htm: http://www.reformed-theology.org/html/books/wall_street/chapter_02.htm
- [28] <http://www.voltairenet.org/article15364.html>: <http://www.voltairenet.org/article15364.html>
- [29] http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2010/11/15/quand-la-cia-protegeait-les-anciens-nazis_1439956_3222.html: http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2010/11/15/quand-la-cia-protegeait-les-anciens-nazis_1439956_3222.html
- [30] http://matisse.univ-paris1.fr/colloque-es/pdf/articles/fischman_lendjel.pdf: http://matisse.univ-paris1.fr/colloque-es/pdf/articles/fischman_lendjel.pdf
- [31] http://www.dailymotion.com/video/xflydn_paul-jorion-le-temps-qu-il-fait-le-12-novembre-2010_newsundefined: http://www.dailymotion.com/video/xflydn_paul-jorion-le-temps-qu-il-fait-le-12-novembre-2010_newsundefined
- [32] http://www.lexpress.fr/actualite/societe/les-combines-des-francs-macons_488940.html:
http://www.lexpress.fr/actualite/societe/les-combines-des-francs-macons_488940.html
- [33] *PACTE SYNARCHISTE REVOLUTIONNAIRE POUR L'EMPIRE FRANÇAIS*: <http://www.mecanopolis.org>
http://touscesgens.hautetfort.com/list/documents/pacte_synarchique_revolutionnaire.pdf
- [34] *LISTE DES MEMBRES DU CFR*: <http://www.mecanopolis.org> <http://www.biblebelievers.org.au/cfrall2.htm#f>
- [35] *LISTE CHRONOLOGIQUE DES DIRECTEURS DU CFR*: <http://www.cfr.org/about/history>

